

### **Résumé de la motion**

Par motion déposée le 15 mai 2006 et développée le même jour (BGC p. 950), les députés Jean-Jacques Collaud et Jean-Denis Geinoz demandent la modification de l'article 41 al. 2 LACC pour ramener à trois mois le délai pour confirmer le divorce et la convention.

Pour les motionnaires, l'expérience démontre en effet que le délai de huit mois est trop long. Tout d'abord, lorsque les époux ont passé une convention, il est dans leur intérêt – et dans celui des enfants lorsqu'il y en a – que le jugement de divorce soit rendu le plus tôt possible et qu'il puisse être exécuté rapidement ; ensuite, il faut éviter que l'un des conjoints puisse repousser le plus loin possible l'exécution de la convention pour des motifs purement financiers ou seulement pour nuire à l'autre, ce qui est diamétralement opposé à l'entente qui a été passée ; enfin, il est dans l'intérêt de la justice que les tribunaux ne soient pas encombrés de dossiers en suspens.

### **Réponse du Conseil d'Etat**

L'art. 41 LACC a la teneur suivante :

*«<sup>1</sup> Le divorce n'est prononcé qu'après réception par le président de la confirmation écrite par chaque époux de sa volonté de divorcer et de son accord avec les termes de la convention.*

*<sup>2</sup> L'instance est périmée si aucune confirmation n'est produite dans un délai de huit mois à compter de la dernière audition. L'article 40a al. 1 du code de procédure civile n'est pas applicable à ce délai.*

*<sup>3</sup> La teneur de cette disposition figure au procès-verbal de l'audition adressé aux parties. »*

Selon le Code civil, lorsque les deux époux se sont entendus sur le principe même du divorce et qu'ils ont conclu un accord complet portant sur l'ensemble des effets accessoires, ils doivent adresser au juge, dans un délai de deux mois, la confirmation écrite de leur volonté de divorcer et les termes de leur convention (art. 111 CC). Le délai de deux mois, imposé par le droit fédéral, est un délai de réflexion pendant lequel les époux peuvent retirer en commun leur requête ou l'un d'eux revenir sur son consentement soit au principe du divorce soit à ses effets accessoires.

Quant au délai de huit mois prévu à l'art. 41 al 2 LACC, il n'est pas imposé par le droit fédéral. Il a été introduit par le législateur fribourgeois pour éviter qu'une action ne reste pendante indéfiniment si les époux, continuant de vivre séparés, ne confirment pas leur volonté de divorce.

La péremption de l'instance doit être maintenue. En revanche, le délai de huit mois doit être revu pour effectivement tenir compte des réalités de la pratique. Comme les motionnaires, le

Conseil d'Etat estime que ce délai est inutilement long. Il constate également qu'il est souvent détourné du but pour lequel il a été introduit, en particulier pour des motifs financiers.

C'est pourquoi il est aussi d'avis de raccourcir ce délai et de le ramener à trois mois, avec possibilité exceptionnelle de le prolonger d'un mois pour de justes motifs.

En conclusion, le Conseil d'Etat vous propose de prendre en considération la motion.

Fribourg, le 19 septembre 2006